La Région a lancé en 2017 un plan d'investissement d'urgence sur dix ans pour les lycées composé de rénovations et de restructurations globales. Face aux blocus des élèves en septembre et octobre, la collectivité fait valoir son bilan dans les Yvelines.

Huit millions et demi d'euros de coût liés aux dégradations en raison des manifestations lycéennes : c'est le chiffre provisoire annoncé avec agacement par Valérie Pécresse le 13 octobre. Si la présidente Les Républicains de la Région Île-de-France s'inquiète autant du montant des dégâts provoqués par les casses et les blocus des derniers jours, c'est en raison de l'investissement massif déployé par la collectivité territoriale depuis une dizaine d'années.

À peine débarquée au Conseil régional début 2016, à la suite de sa victoire aux élections régionales, la nouvelle présidente fait de l'investissement dans les lycées une priorité. En mars 2017, Valérie Pécresse met en place un plan d'urgence pour les établissements du secondaire franciliens. Un nouveau projet pluriannuel d'investissement est voté rue Barbet-de-Jouy, à Paris, dans l'ancien lieu de réunion du Conseil régional d'Île-de-France.

L'objectif affiché est clair : **« Des lycées neufs et rénovés pour tous d'ici 2027. »** Pour se donner les moyens de ses ambitions, l'enveloppe financière globale consacrée passe de 2,1 à 4,1 milliards d'euros, finalement portée à 6,6 milliards en 2026. Un changement de cap par rapport à l'ancienne majorité socialiste. **« La situation actuelle peut être qualifiée d'alarmante : près d'un lycée francilien sur trois est vétuste aujourd'hui »**, scandait Valérie Pécresse en 2017.

Plusieurs chantiers sont jugés prioritaires pour revoir de fond en comble les lycées : le besoin de nouvelles places, la rénovation des cantines scolaires ou encore le montant du budget consacré à l'entretien des établissements. Le gros du projet se trouve dans l'évolution démographique de chaque département sur les dix prochaines années et donc le calcul du nombre de nouveaux lycéens à accueillir dans les établissements d'ici 2027.

Dans les Yvelines, cinq secteurs ont été passés au crible pour mieux cerner les besoins : secteur Seine Aval, Mantes et Les Mureaux, secteur Saint-Germain-en-Laye, secteur Saint Quentin, secteur Versailles et Plaisir et secteur Ouest Yvelines dont Rambouillet.

En 2017, le département semble moins touché par les enjeux démographiques rencontrés par ses voisins d'Île-de-France et les lycées ne demandent pas ou peu de besoins urgents, selon les données des études statistiques territoriales réalisées par la Région.

À Saint-Germain-en-Laye, **« les effectifs de jeunes ne devraient évoluer que faiblement »** d'ici 2027, analysent les services de la collectivité à l'époque, avec un nombre de places disponibles dans les lycées **« excédentaire »**. **« Les lycées Évariste-Galois à Sartrouville et Les Pierres Vives à Carrières-sur-Seine offrent un potentiel foncier qui permettrait une extension »** en cas de besoin.

Le constat est similaire pour le secteur de Seine Aval, qui **« dispose de suffisamment de places vacantes [dans les lycées] pour absorber l'ensemble des effectifs »**.

Au niveau du secteur de Versailles-Plaisir, la Région indique qu'il n'y a **« aucune place à créer »** dans les lycées mais qu'elle **« envisage une légère extension de 300 places à l'occasion de la reconstruction du lycée Jules-Ferry de Versailles afin de répondre à la demande sociale »**. Dans le secteur Ouest Yvelines, **« le lycée Louis-Bascan à Rambouillet peut accueillir davantage d'élèves »** en cas de besoin.

En revanche, des plans de rénovation globale sont prévus à partir de 2018 dans plusieurs lycées des Yvelines : le lycée franco-allemand de Buc, les lycées Jeanne-d'Albret et International de Saint-Germain-en-Laye, le lycée Le Corbusier à Poissy, Saint-Exupéry et Jean-Rostand à Mantes-la-Jolie ou encore ceux déjà cités de Jules-Ferry et Évariste-Galois.

D'autres opérations plus ciblées et moins coûteuses, à propos des cantines scolaires ou de la remise en état des toits et façades des établissements, sont prévues dans d'autres lycées du département.

Les études démographiques réalisées par la Région avaient été relativement bien élaborées en 2017 pour le cas des Yvelines puisqu'en 2021, lors de la revoyure du plan d'investissement, seul le territoire de Conflans-Poissy est reconsidéré. 800 nouvelles places supplémentaires sont alors prévues dans les lycées avant 2027, absorbées par la construction d'un nouvel établissement, le seul prévu de la décennie. Le symbole d'un département qui ne connaît pas de bond démographique majeur.

Des 52 lycées publics des Yvelines, 41 ont été concernés par une reconstruction ou une rénovation depuis 2016-2017, selon la communication de la Région.

• Lycée Saint-Exupéry (Mantes-la-Jolie) : travaux terminés en 2016.

• Lycée franco-allemand (Buc) : travaux terminés à la rentrée scolaire 2022 : 400 places supplémentaires, création d'une salle polyvalente connectée et de salles de musique et d'art, adaptation des bâtiments aux normes environnementales. Coût global de 56,1 millions d'euros.

• Lycée International (Saint-Germain-en-Laye) : travaux terminés à la rentrée scolaire 2022 : superficie agrandie, école maternelle reconstruite, bâtiment d'externat étendu, nouveau gymnase et salle de sport, mise aux normes environnementales. Coût global de 67 millions d'euros.

• Lycée Jules-Ferry (Versailles) : travaux terminés à l'été 2025 : ateliers techniques modernisés, nouvelle demi-pension, respect des contraintes architecturales en raison de bâtiments classés. Coût global de 26 millions d'euros.

• Lycée Les Pierres Vives (Carrières-sur-Seine) : fin des travaux prévus à la rentrée scolaire de 2027 : 600 places supplémentaires, rénovation de la toiture, installation de panneaux photovoltaïques, nouvel auditorium. Coût global estimé à 44,6 millions d'euros.

• Lycée Camille-Claudel (Mantes-la-Ville) : travaux en cours depuis fin 2024 et livraison prévue entre début 2027 et printemps 2028 : 300 nouvelles places, espaces pédagogiques et de vie scolaire adaptés aux nouveaux usages. Coût global estimé à 38,5 millions d'euros.

• Lycée Jean-Rostand (Mantes-la-Jolie) : lancement des travaux prévu début 2027 : conforter la dimension industrielle du lycée, favoriser l'insertion des élèves en diversifiant les diplômes, et répondre aux enjeux démographiques du territoire. Coût global estimé à 70 millions d'euros.

• Lycée Jeanne-d'Albret (Saint-Germain-en-Laye) : lancement de la rénovation globale prévu à l'été 2027, selon la Région. Au programme : restructuration et extension de la demi-pension, rénovation thermique des bâtiments, réaménagement de la cour, de l'entrée et des espaces extérieurs, mise en accessibilité PMR. Coût global estimé à 93 millions d'euros.

• Lycée Evariste-Galois
(Sartrouville) : fin des travaux prévue en 2026, initialement prévue pour la rentrée scolaire de 2025 : 50 places supplémentaires, rénovation énergétique, mises aux normes PMR, création d'un pôle science, nouveau préau, utilisation de matériaux biosourcés. Coût global estimé à 88,9 millions d'euros.

Seule la situation du lycée Le Corbusier de Poissy, pourtant inscrit dans les rénovations globales prévues par le plan d'urgence de la Région annoncé en 2017, stagne. L'établissement n'a connu aucune rénovation depuis 1964 et le plan prévu par la collectivité territoriale n'a pas encore dépassé le stade des votes au conseil régional.

« La Cité mixte régionale Le Corbusier à Poissy, après 18 mois d'attente pour obtenir la validation du
Département des Yvelines sur le nouveau périmètre de travaux, doit être soumise au vote des élus franciliens lors de la prochaine commission permanente », informe la communication de la Région. Sous blocus fin septembre et début octobre 2026, le lycée est régulièrement qualifié **« d'insalubre »** par des élèves interrogés et jonché de **« moisissure »**. La prochaine commission permanente se déroulera le 10 novembre.

Un seul lycée neuf est au stade d'élaboration en octobre 2026. Il s'agit du futur établissement de Carrières-sous-Poissy, potentiellement sorti de terre en **« septembre 2030 »**, selon le maire Eddie Aït, contacté en décembre 2025 par notre rédaction. Il doit accueillir 1 128 élèves, pour un coût total estimé à 86 millions d'euros, initialement prévu à 60 millions d'euros. Une rénovation globale du lycée Alain au Vésinet est également prévue, avec un début des travaux prévu fin 2026, selon la Région.

Interrogée sur l'élaboration d'un éventuel nouvel audit ou d'un nouveau plan d'investissement pour les lycées à partir de 2027, la collectivité territoriale d'Île-de-France botte en touche. **« La Région est constamment en lien avec les établissements pour identifier les besoins en travaux plus ou moins importants. »** En attendant, sans doute, les prochaines élections régionales, qui auront lieu en 2028.



La nouvelle salle de musique du lycée Les Pierres Vives de Carrières-sur-Seine, lors d'une visite de Valérie Pécresse en septembre 2026. **Maxime PIMONT**